

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
2026**

AU 30 JUIN

MAISONS

D U M O N D E

Sommaire

1	Rapport d'activité semestriel 2026	3
1.1	Faits marquants du 1er semestre 2026	4
1.2	Analyse de l'activité et des résultats du 1er semestre 2026	5
1.3	Analyse des performances financières	7
1.4	Trésorerie et Endettement net	9
1.5	Facteurs de risques et transactions avec les parties liées	11
1.6	Événements importants survenus depuis la clôture	12
2	États financiers consolidés intermédiaires condensés	15
2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	16
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	17
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	18
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire	20
2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaire	21
2.6	Notes aux comptes consolidés intermédiaires	22
2.7	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	27
2.8	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	34
2.9	Notes sur la gestion des risques financiers	44
2.10	Informations complémentaires	46
	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	48
	Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	49



Rapport Financier semestriel 2026

au 30 juin





Rapport d'activité semestriel 2026



1.1	Faits marquants du 1^{er} semestre 2026	4	1.4	Trésorerie et Endettement net	9
1.2	Analyse de l'activité et des résultats du 1^{er} semestre 2026	5	1.5	Facteurs de risques et transactions avec les parties liées	11
1.3	Analyse des performances financières	7	1.6	Événements importants survenus depuis la clôture	12

1.1 Faits marquants du 1^{er} semestre 2026

1.1.1 ACCORD DE PRINCIPE RELATIF AU REFINANCEMENT DU GROUPE (PROCÉDURE DE CONCILIATION)

En juin 2026, dans le cadre de la procédure de conciliation engagée début 2026, le Groupe a conclu un accord de principe avec l'État français (via le CIRI), le pool bancaire et un consortium d'investisseurs, en vue de la mise en œuvre du refinancement du Groupe.

Les modalités de l'accord, les conditions suspensives et le calendrier d'exécution de ce refinancement sont décrites à la note 2.1 « Accord de principe relatif au refinancement du Groupe » des annexes consolidées semestrielles 2026.

Le plan de refinancement s'est finalisé le 31 juillet 2026 avec le versement des 25 millions d'euros d'emprunt obligataire. Il a principalement reposé sur le rachat partiel de la dette du Groupe, suivi d'une augmentation de capital réservée au SPV, à la réinstallation de la dette bancaire à hauteur de 40,8 millions d'euros et à l'émission d'un emprunt obligataire de 25 millions d'euros (cf. note 30.1 des annexes consolidées semestrielles 2026).

1.1.2 CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

À la date d'arrêté des comptes, le Groupe a analysé les conséquences potentielles des tensions géopolitiques et des événements récents affectant la région du Moyen-Orient sur son activité, ses approvisionnements, ses relations commerciales ainsi que sur sa situation financière. Dans la mesure où son chiffre d'affaires dans cette zone est limité, et

qu'il ne s'approvisionne dans aucun des pays concernés, ces événements n'ont pas d'impact direct sur son activité. Le Groupe subit par ailleurs la hausse des coûts de transport maritime en provenance d'Asie (hausse du prix des conteneurs, ...) et maintient une vigilance accrue quant à l'évolution de la situation.

1.1.3 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Au premier semestre 2026, le Groupe a ouvert six magasins (deux en Italie, un en France, un en Espagne et deux en affiliation) et en a fermé huit.

Au 30 juin 2026, le réseau de magasins comprend 301 magasins détenus en propre, 22 magasins sous affiliation et 3 en franchise, soit 326 magasins au total.

1.2 Analyse de l'activité et des résultats du 1^{er} semestre 2026

1.2.1 INDICATEURS CLÉS

Principaux indicateurs financiers du premier semestre 2026

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Ventes ⁽¹⁾	412,8	444,6
Ventes à périmètre comparable ⁽²⁾	404,0	428,9
EBITDA courant	27,1	46,0
En % des ventes	6,6 %	10,3 %
EBIT courant	(36,8)	(22,0)
En % des ventes	(8,9) %	(4,9) %
Résultat net	(64,0)	(75,6)
Résultat net de base par action (en euros)	(1,66)	(1,96)
Résultat net dilué par action (en euros)	(1,66)	(1,96)
Flux de trésorerie disponibles ⁽³⁾	(49,8)	(64,9)
Endettement net hors IFRS 16 ⁽⁴⁾	215,7	157,7

- (1) Les ventes incluent les ventes de marchandises, les commissions de la marketplace, les revenus de services et commissions. Cf. Chapitre 2 du présent document : États financiers consolidés intermédiaires condensés, note 7 - Chiffre d'affaires. Le Groupe utilise le concept de « ventes » plutôt que celui de « chiffre d'affaires », pour le calcul de sa croissance à périmètre constant, de sa croissance à périmètre comparable, de sa marge brute, et de ses marges d'EBITDA et d'EBIT.
- (2) La croissance des ventes à périmètre comparable correspond au pourcentage d'évolution des ventes réalisées en magasins, sur les sites Internet et via les activités B to B du Groupe entre un exercice (n) et l'exercice précédent comparable (n-1), à l'exclusion des magasins ouverts ou fermés au cours des deux périodes comparées. Les ventes attribuables aux magasins qui ont fermé temporairement pour travaux pendant l'une et l'autre des périodes comparées sont incluses.
- (3) Flux de trésorerie disponible défini comme la génération de flux de trésorerie opérationnels après investissements, conformément à la communication financière historique.
- (4) Endettement net hors dettes de locations IFRS 16, y compris dette de locations-financement (cf. note 24 des États financiers consolidés figurant au Chapitre 2 du présent document).

1.2.2 ANALYSE DES VENTES

Performance des ventes du 2^e trimestre et du 1^{er} semestre 2026

(en millions d'euros)	T2 2026	T2 2025	Variation %	S1 2026	S1 2025	Variation %
Volume d'affaires (GMV) Groupe ⁽¹⁾	232,8	255,9	- 9,0 %	483,3	513,1	- 5,8 %
VENTES	201,3	223,2	- 9,8 %	412,8	444,6	- 7,1 %
Périmètre comparable	196,9	216,0	- 8,8 %	404,0	428,9	- 5,8 %
VENTES PAR PAYS						
FRANCE	106,9	119,3	- 10,4 %	223,4	239,3	- 6,6 %
% des ventes	53,1 %	53,5 %	- 0,4 ppt	54,1 %	53,8 %	
INTERNATIONAL	94,4	103,9	- 9,1 %	189,4	205,3	- 7,8 %
% des ventes	46,9 %	46,5 %	0,4 ppt	45,9 %	46,2 %	
VENTES PAR CANAL DE DISTRIBUTION						
RÉSEAU DE MAGASINS	143,4	156,7	- 8,5 %	302,4	319,4	- 5,3 %
% des ventes	71,2 %	70,2 %	1,0 ppt	73,2 %	71,8 %	
VENTES EN LIGNE	57,9	66,5	- 12,9 %	110,4	125,2	- 11,8 %
% des ventes	28,8 %	29,8 %	- 1,0 ppt	26,8 %	28,2 %	
VENTES PAR CATÉGORIE DE PRODUITS ⁽²⁾						
DÉCORATION	93,7	107,9	- 13,2 %	210,6	232,2	- 9,3 %
% des ventes	46,6 %	48,3 %	- 1,7 ppt	51,0 %	52,2 %	
MEUBLES	107,6	115,3	- 6,7 %	202,2	212,4	- 4,8 %
% des ventes	53,4 %	51,7 %	1,7 ppt	49,0 %	47,8 %	

(1) Réconciliation du volume d'affaires avec le chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Volume d'affaires (GMV) Groupe	483,3	513,1
Volume d'affaires (GMV) marketplace	(70,5)	(68,5)
Autres produits des activités ordinaires	10,3	12,2
Chiffre d'affaires	423,2	456,8

(2) Les prestations sont ventilées entre les catégories décoration et meubles.

Les ventes du premier semestre 2026 se sont établies à **412,8 millions d'euros**, comparé à 444,6 millions au premier semestre 2025, en recul de -7,1 % en données publiées et -5,8 % à périmètre comparable. La performance s'est détériorée au deuxième trimestre (-9,8 %) par rapport au premier trimestre (-4,5 %), notamment par un niveau de stocks limité et un ralentissement délibéré des activités promotionnelles.

Analyse par canal de distribution et par pays

Le réseau de magasins continue de faire preuve de résilience, avec une baisse de -3,0 % à périmètre comparable. L'Europe

du Sud est restée pratiquement stable (-1,0 % à périmètre comparable), tandis que la France a enregistré une baisse de 4,0 % à périmètre comparable, en ligne avec les tendances du marché de l'ameublement et de l'équipement de la maison. Le Groupe a poursuivi la gestion proactive de son réseau de magasins, conformément à son plan de transformation.

Les performances en ligne reflètent notre transition en cours : le site web a conservé un certain attrait auprès des consommateurs, limitant la baisse de la GMV en ligne à -6,3 % à périmètre comparable. Cependant, les produits phares de Maisons du Monde ont connu une baisse plus marquée, pénalisés par la réduction stratégique des activités promotionnelles et par des ruptures de stock ciblées.

1.3 Analyse des performances financières

1.3.1 MARGE BRUTE, EBITDA, EBIT

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	% Variation
Ventes	412,8	444,6	- 7,1 %
Coût des ventes ⁽¹⁾	(157,2)	(158,5)	- 0,8 %
Marge brute	255,5	286,1	- 10,7 %
En % des ventes	61,9 %	64,3 %	- 2,4 pts
Coûts d'exploitation des magasins et coûts centraux ⁽²⁾	(159,3)	(159,3)	0,0 %
Coûts logistiques	(69,1)	(80,8)	- 14,5 %
Charges d'exploitation	(228,4)	(240,1)	- 4,8 %
EBITDA courant ⁽³⁾	27,1	46,0	- 41,0 %
En % des ventes	6,6 %	10,3 %	- 3,7 pts
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(64,0)	(68,0)	- 5,9 %
EBIT courant ⁽⁴⁾	(36,8)	(22,0)	- 67,3 %
En % des ventes	(8,9) %	(4,9) %	- 4,0 pts

- (1) La différence avec le montant du coût des ventes, tel que publié dans le compte de résultat du chapitre 2, s'explique par la prise en compte de l'ensemble des coûts de production de l'usine basée au Vietnam et de la société de traction de conteneurs en France.
- (2) Inclus dépenses marketing.
- (3) L'EBITDA courant semestriel répond à la même définition que l'EBITDA courant annuel, mais en incluant (i) les dépenses liées au catalogue annuel au prorata du montant encouru au premier semestre en 2026 et en 2025 et (ii) l'impact prorata temporis au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes. La marge d'EBITDA est calculée en divisant l'EBITDA par les ventes.
- (4) L'EBIT courant est défini comme l'EBITDA courant après prise en compte des dotations aux amortissements, provisions et dépréciations. La marge d'EBIT est calculée en divisant l'EBIT par les ventes.

La marge brute s'établit à 61,9 % (- 240 points de base), marquant le passage d'une phase d'accompagnement commercial au premier trimestre à un pilotage plus sélectif des promotions au cours du second.

Les coûts d'exploitation se sont élevés à 228,4 millions d'euros, en baisse de - 5,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette réduction reflète les bénéfices tangibles du plan de réduction des coûts bruts de 15 millions d'euros (qui a également impacté le coût des marchandises vendues). Ces gains ont été partiellement compensés par des pressions inflationnistes temporaires, notamment sur le carburant, et par les coûts de transformation liés aux investissements informatiques en cours.

L'EBITDA courant s'est établi à 27,1 millions d'euros, contre 46,0 millions d'euros au premier semestre 2025.

Dotations aux amortissements et dépréciations ont légèrement diminué, reflétant la baisse progressive des dépenses d'investissement et résultant également de la fermeture nette de deux magasins au cours du semestre.

L'EBIT courant s'est établi à - 36,8 millions d'euros (contre - 22,0 millions d'euros au premier semestre 2025), reflétant la pression sur le chiffre d'affaires et la compression de la marge brute.

1.3.2 RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
EBIT courant	(36,8)	(22,0)
<i>Instruments financiers à la juste valeur</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(1,0)</i>
<i>Autres produits et charges opérationnels courants</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(1,2)</i>
Autres produits et charges opérationnels	(10,1)	(49,1)
Résultat financier	(14,8)	(11,3)
Impôts sur les bénéfices	(0,9)	9,0
RESULTAT NET	(64,0)	(75,6)

Le résultat net s'élève à - 64,0 millions d'euros au premier semestre 2026, comparé à - 75,6 millions d'euros au premier semestre 2025. Il comprend notamment les éléments suivants :

- un résultat financier de - 14,8 millions d'euros, contre - 11,3 au 30 juin 2025, résultant notamment d'un coût de la dette plus important ;
- des autres produits et charges opérationnels de - 10,1 millions d'euros, incluant (i) les frais d'accompagnement,

notamment ceux liés au refinancement du Groupe, (ii) des charges liées à la fermeture de magasins non repositionnés ;

- une charge de - 0,6 million d'euros liée à la juste valeur des instruments financiers de couverture ;
- une charge d'impôt de - 0,9 million d'euros, contre un crédit d'impôts de 9,0 millions d'euros au 30 juin 2025.

1.4 Trésorerie et Endettement net

1.4.1 ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ⁽¹⁾ (CASH FLOW LIBRE)

(en millions d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
EBITDA courant	27,1	46,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	7,7	(41,0)
Variation des autres éléments opérationnels	(7,0)	(3,3)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	27,8	1,7
Dépenses d'investissements (Capex)	(23,2)	(9,4)
Variation des dettes sur immobilisations	2,4	(0,7)
Produits de cession d'actifs non courants	-	1,3
Intérêts encaissés	0,2	-
Diminution de la dette de location	(50,6)	(51,3)
Intérêts liés à la dette de location	(6,4)	(6,5)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE DISPONIBLES (CASH FLOW LIBRE) ⁽¹⁾	(49,8)	(64,9)

(1) Le Cash Flow Libre est défini comme la génération de flux de trésorerie opérationnels après investissements et hors intérêts financiers, conformément à la communication financière historique.

Le flux de trésorerie disponible s'est établi à -49,8 millions d'euros au premier semestre 2026, en amélioration par rapport aux -64,9 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2025.

Les dépenses d'investissement (Capex) ont atteint 23,2 millions d'euros, dont 10,0 millions d'euros de dépôt de garantie en trésorerie requis pour sécuriser les opérations durant les processus de refinancement en cours. Hors ce dépôt, les

investissements stratégiques se sont élevés à 13,2 millions d'euros, principalement consacrés aux outils informatiques et à l'amélioration du réseau de magasins.

Le fonds de roulement net s'est amélioré, grâce à une gestion rigoureuse des stocks, dont le niveau est passé de 181,8 millions d'euros au 31 décembre 2025 à 160,5 millions d'euros au 30 juin 2026.

1.4.2 ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET

Dettes financières nettes

(en millions d'euros)

	30 juin 2026	31 décembre 2025
Ligne de crédit à long terme	51,3	50,4
Facilité de crédit renouvelable (RCF)	199,5	195,8
Autres dettes	7,2	7,3
ENDETTEMENT BRUT	258,0	253,5
Dettes de location	427,2	473,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42,4)	(96,1)
DETTE NETTE (IFRS 16)	642,8	631,3
Moins : dette de location (IFRS 16)	(427,2)	(473,9)
Plus : dette de location (crédit-bail)	0,1	0,3
DETTE NETTE (HORS IFRS 16)	215,7	157,7

La dette de location a diminué de 46,7 millions d'euros résultant de la gestion du portefeuille de contrats de location et des actions menées de rationalisation du parc de magasins.

Au 30 juin 2026, Maisons du Monde dispose de 42,4 millions d'euros de trésorerie disponible hors découvert bancaire.

La dette financière brute hors IFRS 16 au 30 juin 2026 ressort à 258,0 millions d'euros, stable par au 31 décembre 2025.

Le protocole signé en juin 2026 a permis d'obtenir le gel temporaire de l'échéance du prêt (term loan) d'avril 2026 et une

dispense de covenant au 30 juin 2026. Ces mesures transitoires ont pris fin le 31 juillet 2026 lors de la finalisation globale du refinancement du Groupe (cf. note 30.1 des annexes consolidées semestrielles 2026).

Compte tenu du contexte décrit dans les notes 2.1 « Accord de principe relatif au refinancement du Groupe », 3.3 « Principe de continuité d'exploitation » et 30.1 « Mise en place du refinancement » des annexes consolidées semestrielles 2026, les informations présentées ci-après doivent être appréciées en lien avec les éléments détaillés dans ces notes.

1.5 Facteurs de risques et transactions avec les parties liées

1.5.1 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans la Section 2.2 du Chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2025, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 2 juillet 2026.

À la date de publication du présent rapport, aucun autre risque significatif que ceux mentionnés dans le Document d'enregistrement universel 2025 n'a été identifié.

1.5.2 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées sont présentées à la note 28 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026.

1.5.3 RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les conditions de marché demeurent fragiles et pourraient se dégrader davantage, dans un environnement toujours marqué par de fortes incertitudes quant à la reprise de la consommation en Europe et à la résilience du pouvoir d'achat des ménages (cf. note 3.3 « Principe de continuité d'exploitation »).

1.6 Événements importants survenus depuis la clôture

1.6.1 MISE EN PLACE DU REFINANCEMENT

Maisons du Monde a annoncé le 31 juillet avoir réalisé l'ensemble des opérations de refinancement prévues dans le protocole de conciliation signé le 18 juin 2026, telles que présentées par la Société dans son communiqué de presse en date du 19 juin 2026.

Cette réalisation intervient après l'homologation le 22 juillet 2026 de ce protocole par le Tribunal de commerce spécialisé de Nantes et après l'approbation le 27 juillet 2026 par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société (« l'Assemblée Générale ») de l'ensemble des résolutions nécessaires à la mise en œuvre de ce plan, et plus particulièrement de l'augmentation de capital réservée, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, au bénéfice de TIROX S.A.R.L., véhicule d'investissement luxembourgeois (le « Véhicule d'Investissement ») constitué par le consortium de nouveaux investisseurs composé d'Alteri Investors et Eicos Investment Group (le « Consortium »). La souscription à cette augmentation de capital a été intégralement libérée par voie de compensation avec les créances bancaires rachetées par le Véhicule d'Investissement, et non par un versement en numéraire.

Préalablement à l'augmentation de capital réservée, le conseil d'administration a constaté la réalisation de la réduction de capital social motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions décidée par l'Assemblée Générale réduisant ainsi la valeur nominale des actions de trois euros et vingt-quatre centimes d'euro (3,24 euros) à un dixième de centime d'euro (0,001 euro).

À la suite de ces deux opérations le capital social de la Société s'élève par conséquent à un montant de 819 366,15 euros divisé en 819 366 150 actions ordinaires. L'augmentation de capital réservée a consisté en l'émission de 780 176 862 actions nouvelles représentant une dilution de 95,2 % des actionnaires existants. Cette augmentation de capital, prime d'émission incluse, s'est élevée à 218 449 521,36 euros dont 780 176,862 euros de montant nominal total et 217 669 344,498 euros de prime d'émission globale. Suite à cette opération, les capitaux propres du groupe au 30 juin 2026 (23,0 millions d'euros) ont augmenté de 218,4 millions d'euros.

Comme annoncé par la Société dans son communiqué de presse en date du 19 juin 2026, ce refinancement intervient dans un contexte de dégradation du marché de l'ameublement observée depuis 2021 (inflation, érosion du pouvoir d'achat,

crise immobilière) et de concurrence accrue, qui a conduit le groupe Maisons du Monde (« le Groupe ») à ouvrir, le 14 janvier 2026, une procédure de conciliation dans le cadre de laquelle il a recherché un adossement auprès de tiers financiers ou industriels afin d'assurer la continuité de son activité.

L'augmentation de capital réservée par incorporation de créance permet ainsi d'alléger significativement la dette bancaire du Groupe (hors intérêts courus) de 250,3 millions d'euros (pré-refinancement) à 40,8 millions d'euros (montant en principal et intérêts).

Compte tenu du versement de la première tranche du nouveau financement obligataire sécurisé (*New Senior Money*) de 25 millions d'euros, au 31 juillet 2026, l'endettement financier brut hors IFRS 16 total du Groupe s'élève ainsi à environ 67 millions d'euros.

Le groupe analyse actuellement les conséquences comptables du refinancement au regard d'IFRS 9. Cette opération pourrait conduire à la constatation au second semestre d'impacts financiers liés à la modification ou à l'extinction des dettes refinancées, dont l'évaluation n'est pas finalisée à la date d'arrêté des comptes semestriels.

Dans le cadre du protocole de conciliation du 18 juin 2026, le Groupe bénéficie d'un aménagement d'une partie de ses échéances fiscales et sociales au titre du premier semestre 2026.

Par ailleurs, les garanties liées aux Nouveaux Financements apportés par le Consortium et les Banques Participantes sont en cours de mise en place.

Pour rappel, ces garanties reposent sur :

- une fiducie sûreté et gestion ou un nantissement portant sur les actifs stratégiques du Groupe, (dont 100 % des actions de Maisons du Monde France détenues par la Société et 100 % des actions des principales filiales opérationnelles du Groupe, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de Maisons du Monde France (en ce compris la marque), l'ensemble des stocks de marchandises appartenant à Maisons du Monde France, les créances intra-groupe détenues par la Société et Maisons du Monde France et les comptes bancaires de la Société et de Maisons du Monde France) ;
- un cautionnement solidaire de la Société couvrant l'ensemble des engagements de Maisons du Monde France au titre des nouveaux financements.

1.6.2 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE À LA SUITE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 JUILLET 2026

Afin de refléter la nouvelle structure actionnariale de la Société à l'issue de la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee, le Véhicule d'Investissement a obtenu, lors de l'Assemblée Générale, la désignation comme administrateur de la société Alteri Investors LLP, représentée par Arnold Vos, et la société Eicos Investment Group LTD, représentée par Pierre de Chillaz, sous condition suspensive de la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee. Cette dernière ayant été réalisée le 30 juillet 2026, la condition suspensive a été levée.

Le Conseil d'Administration de la Société se compose, à ce jour, de sept membres dont trois administrateurs indépendants (John Browett, Cécile Cloarec, Laure Hauseux), les autres administrateurs étant, en plus de la société Alteri Investors et de la société Eicos Investment Group, François-Melchior de Polignac (Directeur Général) et Stéphane Boussard (administrateur représentant les salariés).



États financiers consolidés intermédiaires condensés

21

(Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026)

2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	16	2.6	Notes aux comptes consolidés intermédiaires	22
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	17	2.7	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	27
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	18	2.8	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	34
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire	20	2.9	Notes sur la gestion des risques financiers	44
2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaire	21	2.10	Informations complémentaires	46

2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025
Ventes de marchandises et commissions liées à des activités ordinaires		412 835	444 596
Autres produits des activités ordinaires		10 343	12 158
Chiffre d'affaires	7	423 178	456 754
Coût des ventes		(152 445)	(152 655)
Charges de personnel	8	(100 380)	(105 194)
Charges externes	9	(144 662)	(155 455)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		(63 905)	(67 977)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	22	(622)	(1 018)
Autres produits opérationnels courants	10	2 008	12 354
Autres charges opérationnelles courantes	10	(1 391)	(11 076)
Résultat opérationnel courant		(38 219)	(24 267)
Autres produits et charges opérationnels	11	(10 124)	(49 062)
Résultat opérationnel		(48 343)	(73 329)
Coût de l'endettement financier net		(8 483)	(5 670)
Charges financières sur dette de location		(6 308)	(6 571)
Produits financiers		1 352	3 113
Charges financières		(1 314)	(2 144)
Résultat financier	12	(14 753)	(11 272)
Résultat avant impôt		(63 096)	(84 601)
Impôt sur le résultat	13	(876)	8 987
RÉSULTAT NET		(63 972)	(75 614)
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		(63 972)	(75 561)
• participations ne donnant pas le contrôle		-	(53)
Résultat net par action part du Groupe :			
Résultat net de base par action	14	(1,66)	(1,96)
Résultat net dilué par action	14	(1,66)	(1,96)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025
RÉSULTAT NET		(63 972)	(75 614)
• Couverture de flux de trésorerie	22	11 665	(25 500)
• Effets de change		438	(1 831)
• Impôt lié à des éléments qui seront recyclés	13	(3 013)	6 587
Éléments recyclables en résultat		9 090	(20 744)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔT		9 090	(20 744)
RÉSULTAT GLOBAL		(54 882)	(96 358)
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		(54 882)	(96 305)
• participations ne donnant pas le contrôle		-	(53)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire

Actif

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2026	31 décembre 2025
Autres immobilisations incorporelles	16	189 218	190 682
Immobilisations corporelles	17	82 943	86 958
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	18	407 172	451 527
Autres actifs financiers non courants	19	28 849	18 046
Impôts différés actifs	20	7 218	6 942
Instruments financiers dérivés	22	293	
Actifs non courants		715 693	754 155
Stocks	21	160 454	181 806
Créances clients et autres créances	21	51 229	47 533
Actifs d'impôt exigible		6 877	7 079
Instruments financiers dérivés	22	909	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	42 445	96 083
Actifs courants		261 914	332 501
TOTAL ACTIF		977 607	1 086 656

Passifs et capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2026	31 décembre 2025
Capital social		126 973	126 973
Primes d'émission		73 799	73 799
Réserves consolidées		(113 794)	283 128
Résultat de la période		(63 972)	(405 782)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		23 006	78 118
Emprunts non courants	24	137	25 356
Dettes de location à long et moyen terme	18	325 830	367 444
Impôts différés passifs	20	16 551	12 245
Avantages postérieurs à l'emploi	25	8 689	9 074
Provisions	26	17 171	15 284
Instruments financiers dérivés	22	-	19
Passifs non courants		368 378	429 422
Emprunts courants	24	257 848	228 144
Dettes de location à court terme	18	101 383	106 451
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	222 262	228 828
Provisions	26	3 592	5 322
Passifs d'impôt exigible		1 138	549
Instruments financiers dérivés	22	-	9 822
Passifs courants		586 223	579 116
TOTAL PASSIF		954 601	1 008 538
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		977 607	1 086 656

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat net		(63 972)	(75 614)
Ajustements relatifs aux :			
• dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		64 347	113 199
• plus ou moins-values de cessions		2 818	824
• variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	22	622	1 018
• paiements fondés sur des actions		(131)	79
• coût de l'endettement financier net	12	8 483	5 670
• coût de la dette de location	12	6 308	6 571
• Intérêts encaissés		(173)	-
• impôts sur le résultat	13	876	(8 987)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		19 178	42 760
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	21	7 664	(40 965)
Impôts versés		948	(111)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		27 790	1 684
Acquisitions d'actifs non courants :			
• immobilisations corporelles	17	(8 066)	(4 714)
• immobilisations incorporelles	16	(4 398)	(4 948)
• immobilisations financières	19	-	(16)
Variation des prêts et avances consentis	19	(10 792)	297
Variation des dettes sur immobilisations		2 431	(652)
Intérêts encaissés		176	7
Cessions d'actifs non courants		6	1 254
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(20 643)	(8 772)
Souscription d'emprunts	24	444	104 184
Remboursement d'emprunts	24	(915)	(27 550)
Diminution des dettes de location	18	(50 557)	(51 340)
Acquisitions (nettes) d'actions propres		(98)	(291)
Intérêts payés	24	(3 953)	(4 542)
Intérêts liés à la dette de location		(6 397)	(6 505)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(61 476)	13 956
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		267	(1 053)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(54 062)	5 815
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		96 060	90 462
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		41 998	96 277

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)	42 445	96 299
Découverts bancaires	(447)	(22)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	41 998	96 277

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Réserves de conversion			Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2025		126 973	73 799	297 040	896	498 708	756	499 464
Options de vente détenues par les minoritaires		-	-	(544)	-	(544)	-	(544)
Paiements fondés sur des actions		-	-	79	-	79	-	79
Actions propres		-	-	(291)	-	(291)	-	(291)
Résultat net de la période		-	-	(75 561)	-	(75 561)	(53)	(75 614)
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	(18 913)	(1 831)	(20 744)	-	(20 744)
Autres variations		-	-	5	-	5	-	5
SOLDE AU 30 JUIN 2025		126 973	73 799	201 815	(935)	401 652	703	402 355
Solde au 1 ^{er} janvier 2026		126 973	73 799	(121 607)	(1 048)	78 118	-	78 118
Paiements fondés sur des actions		-	-	(131)	-	(131)	-	(131)
Actions propres		-	-	(98)	-	(98)	-	(98)
Résultat net de la période		-	-	(63 972)	-	(63 972)	-	(63 972)
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	8 652	438	9 090	-	9 090
SOLDE AU 30 JUIN 2026		126 973	73 799	(177 156)	(610)	23 006	-	23 006

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.6 Notes aux comptes consolidés intermédiaires

Note 1	Généralités	23	Note 15	Goodwill	34
Note 2	Événements significatifs de la période	24	Note 16	Autres Immobilisations incorporelles	35
Note 3	Principes comptables et règles de consolidation	25	Note 17	Immobilisations corporelles	35
Note 4	Estimations et jugements critiques	26	Note 18	Droit d'utilisation et dettes de location	36
Note 5	Saisonnalité	26	Note 19	Autres actifs financiers non-courants	37
Note 6	Information sectorielle	27	Note 20	Actifs et passifs d'impôts différés	37
Note 7	Chiffre d'affaires	29	Note 21	Analyse du besoin en fonds de roulement	38
Note 8	Charges de personnel	30	Note 22	Instruments financiers dérivés	39
Note 9	Charges externes	31	Note 23	Capitaux propres	40
Note 10	Autres produits et charges opérationnels courant	31	Note 24	Endettement net et emprunt	40
Note 11	Autres produits et charges opérationnels	31	Note 25	Avantages postérieurs à l'emploi	42
Note 12	Résultat financier	32	Note 26	Provisions	43
Note 13	Impôt sur le résultat	32	Note 27	Instruments financiers	44
Note 14	Résultat net par action	33	Note 28	Transactions avec les parties liées	46
			Note 29	Périmètre de consolidation	46
			Note 30	Événements postérieurs	47

Note 1 Généralités

Maisons du Monde S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français dont l'activité est le commerce de détail. Elle est la société holding du Groupe consolidé et son siège social est établi au 8, rue Marie-Curie, 44120 Vertou, France. Les actions Maisons du Monde sont cotées sur Euronext Paris. Le code LEI (*Legal Entity Identifier*) de la société est le 9695009DV2698O4ZBU71.

Les présents états financiers consolidés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, concernent Le groupe Maisons du Monde et ses filiales (ci-après, désignés collectivement « le Groupe », et individuellement « filiale » ou « participations dans des entreprises associées »).

Le Groupe est un distributeur omnicanal proposant à une large clientèle essentiellement en Europe des produits d'ameublement et de décoration élégants et à prix accessibles, à travers son réseau de magasins et sa plateforme e-commerce. Sa gamme de produits intègre une grande variété de styles et de catégories de produits d'ameublement, tant en termes de petite décoration, avec des produits tels que le linge de maison, les arts de la table et les articles de cuisine, les miroirs et les encadrements, qu'en termes de grosse décoration et d'ameublement, avec des produits tels que de grands miroirs, des lampes, des tables, des chaises, des fauteuils et canapés, des armoires, des placards, des bibliothèques et du mobilier d'extérieur.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 25 septembre 2026, qui a autorisé leur publication. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Note 2 Événements significatifs de la période

2.1 Accord de principe relatif au refinancement du Groupe (procédure de conciliation)

En juin 2026, dans le cadre de la procédure de conciliation engagée début 2026, le Groupe a conclu un accord de principe avec l'État français (via le CIRI), le pool bancaire et un consortium d'investisseurs, en vue de la mise en œuvre du refinancement du Groupe.

Autorisé par le Conseil d'administration du 16 juin 2026, ce projet de refinancement repose sur les mesures principales suivantes :

- le véhicule d'investissement du Consortium (le SPV) apporte un engagement global de 45,7 millions d'euros (montant initial de 25 millions d'euros pouvant être porté à 33 millions d'euros incluant le principal et la décote à l'émission) ainsi que l'acquisition pour 12,7 millions d'euros de la dette bancaire existante du Groupe (principal et intérêts) auprès des Banques non participantes, représentant 218,4 millions d'euros de dette bancaire. Une fois rachetée, cette dette sera intégralement convertie en capitaux propres au travers d'une augmentation de capital réservée au Consortium ;
- la réinstallation de 40,8 millions d'euros (montant en principal et intérêts courus) de créances dues au titre de la documentation bancaire existante au bénéfice de certaines banques du Groupe (les « Banques Participantes »), en considération de la mise à disposition de nouveaux engagements de financement d'un montant de 15 millions d'euros sous la forme d'engagements par signature, outre l'engagement de ces dernières de maintenir et, le cas échéant, renouveler leurs garanties existantes (représentant un montant d'environ 9,1 millions d'euros) pour une période initiale de 2 ans, assortie de 3 options d'extension d'une durée d'un an, chacune sous conditions ;
- la mise en place des sûretés en garantie du remboursement de la New Senior Money apportée par le Consortium et des Nouveaux Engagements des Banques Participantes (ensemble, les « Nouveaux Financements ») suivantes :
 - une fiducie sûreté et gestion portant sur les actifs stratégiques du Groupe, (dont 100 % des actions de Maisons du Monde France détenues par la Société et 100 % des actions des principales filiales opérationnelles du Groupe, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de Maisons du Monde France (en ce compris la marque), l'ensemble des stocks de marchandises appartenant à Maisons du Monde France, les créances intra-groupe détenues par la Société et Maisons du Monde France et les comptes bancaires de la Société et de Maisons du Monde France),
 - un cautionnement solidaire de la Société en garantie de l'ensemble des sommes dues par Maisons du Monde France au titre des nouveaux financements ;

- une demande de moratoire sur les échéances fiscales et sociales du Groupe ;
- un engagement à la charge du SPV de retour à meilleure fortune au bénéfice des créanciers à hauteur d'un montant maximum égal à 5 % du montant des créances abandonnées sur une durée maximum de 10 ans suivant la date de réalisation de la restructuration.

En contrepartie de ces soutiens financiers, la documentation bancaire liée à ce refinancement prévoit que le Groupe respecte plusieurs engagements contractuels, notamment :

- le nouvel ensemble de financements est assorti de covenants financiers à tester sur une base semestrielle à partir du 30 juin 2028 et prévoyant un ratio maximal de levier financier (dette financière nette / EBITDA) ;
- un test de liquidité minimum à 13 semaines, déterminé de manière prospective le dernier jour de chaque période de 13 semaines à compter de la date de réalisation du protocole. Le test de liquidité devra permettre de démontrer le maintien d'un montant minimum de 25 millions d'euros de trésorerie ;
- La filiale Maisons du Monde France s'engage à ne pas distribuer de dividendes jusqu'au remboursement des sommes dues au titre de la dette bancaire réinstallée. Compte tenu de cette restriction au niveau de Maisons du Monde France, principale entité opérationnelle du Groupe donc principale source de remontée de trésorerie, la capacité de la Société à distribuer des dividendes au cours de cette période sera fortement contrainte.

Le plan de refinancement a été finalisé le 31 juillet 2026 avec le versement des 25 millions d'euros d'emprunt obligataire. Il a principalement reposé sur le rachat partiel de la dette du Groupe, suivi d'une augmentation de capital réservée au SPV, à la réinstallation de la dette bancaire à hauteur de 40,8 millions d'euros et à l'émission d'un emprunt obligataire de 25 millions d'euros (cf. note 30.1).

2.2 Conflit au Moyen-Orient

À la date d'arrêté des comptes, le Groupe a analysé les conséquences potentielles des tensions géopolitiques et des événements récents affectant la région du Moyen-Orient sur son activité, ses approvisionnements, ses relations commerciales ainsi que sur sa situation financière. Dans la mesure où son chiffre d'affaires dans cette zone est limité, et qu'il ne s'approvisionne dans aucun des pays concernés, ces événements n'ont pas d'impact direct sur son activité. Le Groupe subit par ailleurs la hausse des coûts de transport maritime en provenance d'Asie (hausse du prix des conteneurs, ...) et maintient une vigilance accrue quant à l'évolution de la situation.

Note 3 Principes comptables et règles de consolidation

3.1 Bases de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes concernent les faits et transactions significatifs de la période, et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2025.

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026 sont en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne <http://www.efrag.org/Endorsement>.

Les règles et méthodes comptables appliquées au 30 juin 2026 sont identiques à celles utilisées pour la préparation des notes annexes aux états financiers consolidés établis au 31 décembre 2025.

Les données financières sont présentées en milliers d'euros. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf mention contraire. De façon générale, les valeurs présentées dans les états financiers consolidés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

3.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

a) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026

Adoptés par l'Union Européenne :

- amendements IFRS 9 et IFRS 7 – Contrats faisant référence à l'électricité dépendante de la nature ;
- amendements IFRS 9 et IFRS 7 – Classement et évaluation des instruments financiers ;
- améliorations annuelles volume 11.

b) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, non appliquées par anticipation par le Groupe

Non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 20 – Actifs réglementaires et Passifs réglementaires ;
- IFRS 19 et amendements liés – Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : informations à fournir ;
- Amendements à IAS 21 – Conversion dans une monnaie de présentation hyper-inflationniste.

Adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

Cet amendement sera applicable aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2027.

3.3 Principe de continuité d'exploitation

La Direction a évalué la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation sur une période d'au moins douze mois à compter de la date d'arrêté des comptes et sur la base de l'ensemble des informations disponibles à cette date.

Cette évaluation tient compte des opérations de restructuration financière mises en œuvre à la suite de l'homologation du protocole de conciliation intervenue fin juillet 2026, décrites en note 30.1, notamment de la mise à disposition effective des financements nouveaux intervenue en juillet 2026, ainsi que des dernières prévisions d'activité et de trésorerie du Groupe couvrant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'arrêté des comptes. Ces prévisions n'intègrent pas les financements et engagements par signature complémentaires prévus par le protocole qui n'ont pas encore été mis en place. Sur cette base, la Direction considère que l'établissement des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2026 selon le principe de continuité d'exploitation demeure approprié.

La réalisation de ces prévisions reste toutefois dépendante de l'évolution de l'activité au second semestre 2026, de la maîtrise du besoin en fonds de roulement ainsi que de l'exécution effective, selon le calendrier et pour les montants attendus, du plan d'économies et de transformation du Groupe. Ces aléas peuvent avoir un impact significatif sur la trésorerie réellement disponible au cours des 12 prochains mois.

En conséquence, ces événements et circonstances font apparaître une incertitude significative relative à la continuité d'exploitation du Groupe. Dans l'hypothèse où les prévisions d'activité et de trésorerie ne se réaliseraient pas, où les financements prévus ne seraient pas effectivement disponibles ou le déploiement du plan envisagé s'avérerait insuffisant ou plus long que prévu, le Groupe pourrait alors ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Note 4 Estimations et jugements critiques

L'établissement des états financiers consolidés, conformément aux règles édictées par les normes IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque date de clôture. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels de ces estimations peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers consolidés portent notamment sur les hypothèses retenues pour :

- la valorisation d'actifs incorporels (*goodwill* et marques) et corporels (notes 15, 16 et 17) ;
- les impôts différés (note 20) ;
- les provisions sociales et pour litiges (notes 10, 21.3 et 27) ;
- les instruments financiers dérivés et leur classification (note 22) ;
- la durée retenue pour les contrats de location et le taux marginal d'endettement du Groupe (note 18) ;

- les stocks : perspectives d'écoulement des stocks pour le calcul de la dépréciation (note 21.1) ;
- le chiffre d'affaires : programme de fidélité estimation du taux de péremption et du panier moyen (note 7.1) ;
- les positions fiscales incertaines conformément à IFRIC 23.

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers intermédiaires condensés, le Groupe a recours à certaines méthodes d'évaluation spécifiques conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire :

- la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours ;
- le coût des engagements de retraite est calculé sur la base des évaluations actuarielles prévisionnelles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Ces évaluations sont ajustées pour tenir compte des éventuels amendements, réduction ou liquidation de régime. Par ailleurs, en cas de fluctuation de marché significative ayant un impact sur les hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux d'inflation), une nouvelle évaluation des engagements de retraite est réalisée par extrapolation de l'évaluation actuarielle annuelle.

Note 5 Saisonnalité

Le marché de la décoration et de l'ameublement, sur lequel le Groupe est présent, est soumis à des variations saisonnières. Les résultats affichés par le Groupe sur un trimestre donné ne sont donc pas nécessairement indicatifs de ceux qu'il peut obtenir sur l'année pleine.

Les résultats trimestriels du Groupe ont fluctué par le passé et pourraient encore connaître des fluctuations importantes à l'avenir, en fonction de divers facteurs, notamment, de manière non limitative, l'offre de produits du Groupe, les ouvertures et les fermetures de magasins, le niveau des rénovations des logements ou des déménagements, le changement des dates

de vacances, la date de publication des catalogues, les délais de livraison des commandes, les conditions concurrentielles et la conjoncture économique générale.

De fait, historiquement, le Groupe enregistre un résultat opérationnel et un EBITDA plus élevé au quatrième trimestre de son exercice, ce qui correspond aux ventes de fin d'année, et il prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, les coûts fixes du Groupe, notamment les charges de personnel, loyers, frais généraux et frais de structure, sont répartis plus uniformément tout au long de l'année.

2.7 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire

Note 6 Information sectorielle

6.1 Principe

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'administration, qui est le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits, des activités ordinaires et d'encourir des charges. Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel et le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Conseil d'administration en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'en évaluer la performance.

Les Ventes, l'EBITDA courant, le *goodwill*, les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont présentés par zone géographique. Les segments géographiques retenus sont les suivants :

- France ;
- international.

Par ailleurs, le segment siège comprend les activités de holding, y compris les actifs ne pouvant être affectés à aucun segment. Ce segment, qui n'intègre aucun chiffre d'affaires, comprend principalement les frais généraux liés aux services financier, juridique, ressources humaines et informatique ainsi que les charges liées à la conception et au design, aux achats, à la gestion de la relation client (CRM) et au *merchandising*.

Le Groupe définit son EBITDA courant annuel comme le résultat opérationnel courant avant les autres produits et charges opérationnels, déduction faite des éléments suivants :

- i) les dotations aux amortissements, provisions et dépréciations ; et
- ii) la variation de la juste valeur des instruments dérivés, qui sont tous deux sans incidence sur la trésorerie.

L'EBITDA courant semestriel répond à la même définition que l'EBITDA courant annuel, mais en incluant (i) les dépenses liées au catalogue annuel au prorata du montant encouru au premier semestre en 2026 et en 2025 et (ii) l'impact *prorata temporis* au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes dans les états financiers consolidés semestriels 2026 et 2025.

L'EBITDA courant par zone géographique inclut :

- l'allocation de certaines charges de marketing liées au réseau de magasins et des charges liées à l'exploitation et au marketing de la plateforme e-commerce. L'allocation de ces charges par zone géographique est effectuée sur la base des Ventes (magasins et en ligne) réalisées dans chaque segment ;
- l'allocation de l'EBITDA courant des entités en charge de la logistique par zone géographique est effectuée sur la base des coûts des ventes respectifs.

Les Ventes et l'EBITDA courant liés à l'activité *B to B* (enseigne Maisons du Monde) ont été alloués en totalité au segment — France.

6.2 Compte de résultat par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Ventes de marchandises ⁽¹⁾	391 772	422 918
France	209 096	223 613
International	182 676	199 305
Coût des ventes	(152 445)	(152 655)
Marge brute	239 327	270 263
Marge brute (%)	61,1 %	63,9 %
EBITDA courant	27 091	46 014
France	40 576	49 588
International	34 986	47 327
Siège	(48 471)	(50 901)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(63 905)	(67 977)
EBIT courant	(36 814)	(21 963)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(622)	(1 018)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	103	(387)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(886)	(899)
Résultat opérationnel courant	(38 219)	(24 267)
Autres produits et charges opérationnels	(10 124)	(49 062)
Résultat opérationnel	(48 343)	(73 329)
Résultat financier	(14 753)	(11 272)
Résultat avant impôt	(63 096)	(84 601)
Impôt sur le résultat	(876)	8 987
RÉSULTAT NET	(63 972)	(75 614)

(1) Après la France, l'Italie et l'Espagne sont les deux marchés principaux de Maisons du Monde.

6.3 Actifs sectoriels

Le Groupe présente ici uniquement les actifs sectoriels dont les montants sont régulièrement analysés par le Comité exécutif, sous la supervision du Conseil d'administration.

(en milliers d'euros)	30 juin 2026			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	23 315	35 728	213 118	272 161
Droit d'utilisation	238 568	164 059	4 545	407 172
Actifs non sectoriels				298 274
TOTAL ACTIF				977 607

(1) Autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	25 908	37 738	213 994	277 640
Droit d'utilisation	262 514	185 184	3 829	451 527
Actifs non sectoriels				357 489
TOTAL ACTIF				1 086 656

(1) Autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

Note 7 Chiffre d'affaires

7.1 Détail du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Ventes de marchandises	391 772	422 918
Sous-total des ventes	391 772	422 918
Prestations et commissions	21 063	21 678
Ventes de marchandises et commissions liées à des activités ordinaires	412 835	444 596
Participation aux frais de livraison	6 868	7 961
Prestations logistiques	177	238
Autres services	3 298	3 959
Autres produits des activités ordinaires	10 343	12 158
CHIFFRE D'AFFAIRES	423 178	456 754

7.2 Ventes de marchandises et commissions liées à des activités ordinaires par canal

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Magasins	302 393	319 363
Web	110 442	125 233
VENTES	412 835	444 596

7.3 Ventes de marchandises et commissions liées à des activités ordinaires par catégories

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Décoration	205 592	227 293
Meubles	186 180	195 623
Prestations et services	21 063	21 680
VENTES	412 835	444 596

Note 8 Charges de personnel

8.1 Traitements et salaires

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Traitements et salaires	(74 924)	(78 736)
Charges sociales	(24 919)	(25 813)
Paiements fondés sur des actions (charges sociales comprises)	236	(50)
Participation et intéressement des salariés (charges sociales comprises)	(206)	90
Avantages postérieurs à l'emploi – Régime à prestations définies	(567)	(685)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(100 380)	(105 194)

L'évolution des charges de personnel s'explique principalement par la baisse des postes « traitements et salaires » et « charges sociales » en lien avec la baisse des effectifs.

L'effectif moyen de salariés équivalent temps plein (ETP) est de 5 544 pour le premier semestre 2026 contre 6 034 pour le premier semestre 2025. L'évolution porte essentiellement sur les filiales françaises.

8.2 Plan d'actions gratuites

Conditions de performances économiques, RSE et TSR :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition : les actions attribuées à un bénéficiaire ne seront finalement acquises que si ce dernier a été employé au sein de l'une des sociétés du Groupe pendant la période d'acquisition, calculée à compter de la date d'attribution, fixée à 36 mois, soit le 10 mars 2028 ;
- en cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite, le bénéficiaire conserve ses droits, n'étant plus soumis à l'exigence d'emploi continu ;

- une exigence de performance basée sur l'évolution des ventes et d'un taux d'EBIT moyen sur les exercices 2025 à 2027 ;
- une exigence de performance basée sur le *free cash flow* cumulé sur les exercices 2025 à 2027 ;
- deux critères de performance en lien avec le plan stratégique « Inspire Everyday » ;
- une exigence de performance relative à des critères environnemental et social ;
- une exigence de performance relative au rendement total pour l'actionnaire (TSR ou *Total Shareholder Return*) de l'action Maisons du Monde calculée sur la moyenne des 90 cotations avant la date d'attribution du plan et avant la date d'échéance du plan.

Les actions attribuées peuvent être des actions émises via une augmentation de capital réalisée par la Société au plus tard à la date d'acquisition définitive ou des actions rachetées par la Société sur le marché avant cette date.

a) Informations sur la juste valeur d'attribution des actions de performance

	Plan n° 10 11 mars 2024	Plan n° 11 10 mars 2025
Durée du plan	3 ans	3 ans
Juste valeur des actions de performance (en euros)	2,35	3,04

Sur le premier semestre 2026, dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance, un produit de 0,2 million d'euros (hors charges sociales) a été comptabilisé au compte de résultat au sein des charges de personnel (contre une charge de 0,05 million d'euros en juin 2025), en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Les conditions de performance définies ont été calculées pour les plans 2024 et 2025. Concernant le plan 2023, la livraison est intervenue au premier trimestre 2026. Enfin, aucun nouveau plan n'a été attribué au cours du premier semestre 2026.

Note 9 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Énergie et autres fournitures non stockées	(7 426)	(8 591)
Loyers et charges afférentes	(19 706)	(19 273)
Entretien et réparations	(9 206)	(11 300)
Assurance	(686)	(887)
Publicité et marketing	(21 991)	(22 026)
Transport	(44 976)	(51 370)
Services bancaires	(4 744)	(4 710)
Impôts et taxes	(6 780)	(6 139)
Autres charges externes	(29 147)	(31 159)
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	(144 662)	(155 455)

Les loyers et charges afférentes comprennent notamment :

- des loyers pour des contrats de courte durée pour 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2026 (0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2025) ;
- des loyers pour les contrats de faible valeur pour 3,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2026 (3,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025) ;
- des charges locatives pour 10,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2026 (11,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025).

La diminution des autres charges externes résulte du recul des frais de transport (baisse des livraisons aux consommateurs et magasins liée à l'activité) et du plan de réduction des coûts engagé par le Groupe.

Note 10 Autres produits et charges opérationnels courant

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	140	421
Litiges, pertes et gains d'origine commerciale ⁽²⁾	879	508
Loyers et charges afférentes ⁽¹⁾	-	(28)
Autres produits opérationnels courants	(402)	377
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS COURANTS	617	1 278

(1) Se rapporte aux magasins fermés et repositionnés dans la même zone.

(2) Comprend notamment un produit lié à l'annulation des cartes cadeaux et des avoirs non utilisés par les clients dont la date d'expiration est arrivée à son terme.

Note 11 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Charges de restructuration ⁽¹⁾	(5 164)	(44 311)
Impacts liés aux fermetures de magasins ⁽²⁾	(4 268)	(4 751)
Autres	(692)	-
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(10 124)	(49 062)

(1) Ce montant intègre les coûts du PSE ainsi que la dépréciation des immobilisations de l'entrepôt nord en 2025. Pour 2026, il inclut les frais d'accompagnement, notamment liés au refinancement du Groupe.

(2) Se rapporte aux magasins fermés ou en cours de fermeture et non repositionnés dans la même zone. L'impact présenté inclut les dotations et reprises comptabilisées suite à la fermeture des magasins.

Note 12 Résultat financier

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Intérêts sur crédit à long terme	(1 750)	(1 805)
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	(6 733)	(3 872)
Autres	-	7
Coût de l'endettement net	(8 483)	(5 670)
Intérêts sur la dette de location	(6 308)	(6 571)
Gains et pertes de change	207	1 131
Commissions	(99)	(424)
Autres produits et charges financiers	(70)	262
RÉSULTAT FINANCIER	(14 753)	(11 272)

La hausse des charges d'intérêts d'emprunt s'explique notamment par le tirage intégral de la ligne RCF au cours du premier semestre 2025.

Note 13 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Impôts exigibles	158	(661)
Impôts différés	(1 034)	9 648
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	(876)	8 987

Les effets fiscaux des autres éléments du résultat global sont les suivants :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Couverture de flux de trésorerie ⁽¹⁾	(3 013)	6 587
TOTAL IMPÔT SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(3 013)	6 587

(1) Cf. note 22.

L'impôt sur le résultat du Groupe est différent de l'impôt théorique qui ressortirait du taux d'imposition réel applicable aux résultats des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat net	(63 972)	(75 614)
Moins impôt sur le résultat	(876)	8 987
Résultat avant impôt	(63 096)	(84 601)
Taux d'imposition théorique	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique (+) / produit (-)	(16 298)	(21 852)
Différences de taux d'imposition	165	(89)
Déficits n'ayant pas généré d'impôt différé	17 053	12 667
Taxes ⁽¹⁾	(56)	210
Impact des crédits d'impôt	(1 073)	(1 059)
Impact des différences permanentes ⁽²⁾	1 085	1 136
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	876	(8 987)
Taux effectif d'impôts	- 1,39 %	10,62 %

(1) Comprend principalement la CVAE (France), l'IRAP (Italie) et la Gewerbesteuer (Allemagne).

(2) En 2026, comprend notamment les dons aux fondations.

Le Groupe entre dans le champ d'application des nouvelles règles GLOBE (amendement IAS 12) et de l'imposition minimum mondiale de 15 % en 2026 (Pilier 2) adoptées par 140 pays de l'OCDE le 20 décembre 2021 et transposées, via une directive de l'Union européenne (2022/2523) du 14 décembre 2022, en droit français dans le Code général des impôts français par l'article 33 de la loi de finances pour 2024.

L'entrée en vigueur de ces nouvelles règles est intervenue au 1^{er} janvier 2024.

Après la réalisation de travaux préparatoires ayant consisté notamment à qualifier le périmètre juridique au regard des nouvelles règles de Pilier 2 et identifier les points de données nécessaires à un calcul pays par pays d'un taux effectif d'imposition, le Groupe peut bénéficier des règles simplificatrices et transitoires qui s'appliquent sur la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Sur la base des données au 30 juin 2026, aucune charge fiscale complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes semestriels.

Note 14 Résultat net par action

Le résultat par action au 30 juin 2026 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros, sauf mention contraire)	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	(63 972)	(75 561)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle	38 459	38 535
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION (en euros)	(1,66)	(1,96)

(en milliers d'euros, sauf mention contraire)	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat dilué de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	(63 972)	(75 561)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle	38 459	38 535
Dilution sur actions de performance	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires retraité, net d'autocontrôle	38 459	38 535
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en euros)	(1,66)	(1,96)

Le capital social du Groupe au 30 juin 2026 est composé uniquement des actions ordinaires de Maisons du Monde et n'a pas varié au cours du premier semestre 2026 (cf. note 23.1).

À noter que suite à l'opération de refinancement de fin juillet 2026, le nombre d'actions composant le capital social est passé de 39 189 288 à 819 366 150 actions.

La variation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires provient du retraitement des actions d'autocontrôle dont le nombre a évolué au cours de la période.

Le résultat net dilué par action tient compte du nombre moyen pondéré d'actions de performance octroyées aux salariés (cf. note 8.2).

2.8 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire

Note 15 Goodwill

15.1 Goodwill

La Direction évalue la performance de l'entreprise en fonction de la zone géographique. Par conséquent, elle affecte le *goodwill* au niveau de la zone géographique concernée. Pour le Groupe, les zones géographiques identifiées sont la France et l'International.

Le tableau ci-dessous fournit une synthèse de la répartition du *goodwill* :

(en milliers d'euros)	France	International	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2025	199 393	46 634	246 027
Valeurs brutes	246 793	80 234	327 027
Dépréciations	(246 793)	(80 234)	(327 027)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	-	-	-
Valeurs brutes	246 793	80 234	327 027
Dépréciations	(246 793)	(80 234)	(327 027)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2026	-	-	-

15.2 Analyse de la situation et résultat de la simulation au 30 juin 2026

Au 30 juin 2026, le Groupe a identifié des indices de perte de valeur et a donc procédé à des tests de dépréciation conformément à IAS 36. Ces tests n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur complémentaire sur la période.

Les calculs reposent sur des hypothèses relatives notamment à l'évolution de l'activité, au niveau de rentabilité opérationnelle et au taux d'actualisation. Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2025 avait été majoré d'une prime de taille compte tenu de l'évolution de la capitalisation boursière du Groupe et d'une prime de risque, afin de tenir compte du contexte sur la continuité d'exploitation. Le taux retenu au 30 juin 2026 a été revu à la baisse, suite à la signature du projet de refinancement décrit en paragraphe 2.1. Le taux retenu est de 9,4 % pour l'UGT France et de 10,1 % pour l'UGT International, contre un taux retenu de 10,4 % pour

l'UGT France et de 11,4 % pour l'UGT International à fin décembre 2025. Le taux de croissance à long terme est inchangé à 1,5 %.

Les hypothèses d'activité et de rentabilité ont été actualisées sur la base du Business plan établi par le management en lien avec les nouveaux investisseurs.

À la date d'arrêté, la direction estime que les hypothèses retenues restent raisonnables et confirment que la valeur recouvrable de chaque regroupement d'UGT testé demeure supérieure à sa valeur comptable.

Le Groupe a également réalisé des analyses de sensibilité sur ces principales hypothèses (taux d'actualisation, taux de croissance long terme, taux de croissance moyen du CA sur 5 ans et taux d'EBITDA terminal). Les impacts, comparables à ceux observés au 31 décembre 2025 sont repris ci-dessous :

(en millions d'euros)	Impact de la sensibilité							
	CMPC des flux de trésorerie		Taux de croissance du CA moyen sur 5 ans		Taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie		Taux d'EBITDA normatif	
	+ 0,5 pt	- 0,5 pt	+ 0,5 pt	- 0,5 pt	+ 0,5 pt	- 0,5 pt	+ 0,5 pt	- 0,5 pt
France	(9,0)	9,9	5,1	(5,1)	7,2	(6,5)	11,2	(11,2)
International	(8,0)	8,7	4,4	(4,4)	6,3	(5,8)	9,9	(9,9)

Note 16 Autres Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles ont les valeurs suivantes :

(en milliers d'euros)	Marques, noms commerciaux, licences, brevets	Frais de développement magasins	Frais de développement internes des logiciels	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2025	211 868	5 015	28 671	2 803	248 357
Acquisitions	526	-	6 137	3 021	9 684
Cessions	(2)	(710)	10	-	(702)
Amortissements	(2 547)	-	(11 552)	-	(14 099)
Dépréciations (dotations/reprises)	(50 000)	(2 557)	-	-	(52 557)
Autres	34	-	2 651	(2 685)	-
Effets de change	(1)	-	-	-	(1)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	159 878	1 748	25 917	3 139	190 682
Acquisitions	46	-	1 721	2 631	4 398
Cessions	(1)	-	-	(23)	(24)
Amortissements	(652)	-	(5 186)	-	(5 838)
Autres	(23)	-	184	(161)	-
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2026	159 248	1 748	22 636	5 586	189 218

Note 17 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont les valeurs nettes suivantes :

(en milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2025	83 153	29 884	20 780	1 853	135 670
Acquisitions	4 846	358	2 902	464	8 570
Cessions	(3 403)	(140)	(1 047)	(21)	(4 611)
Amortissements	(17 862)	(27 995)	(6 411)	-	(52 268)
Dépréciations (dotations/reprises)	(1 427)	110	53	-	(1 264)
Autres	1 501	50	1 167	(1 770)	948
Effets de change	46	(131)	(3)	-	(88)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	66 855	2 136	17 441	526	86 958
Acquisitions	4 714	188	2 604	560	8 066
Cessions	(2 103)	(22)	(560)	(7)	(2 692)
Amortissements	(6 407)	(580)	(3 252)	-	(10 239)
Dépréciations (dotations/reprises)	(256)	1	1 035	-	780
Autres	355	-	164	(519)	-
Effets de change	45	17	8	-	70
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2026	63 203	1 740	17 440	560	82 943

Note 18 Droit d'utilisation et dettes de location

18.1 Droit d'utilisation

Les droits d'utilisation des biens corporels ont les valeurs nettes suivantes :

(en milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2025	508 065	3 930	6 955	518 950
Nouveaux contrats y compris réévaluation	52 482	311	1 253	54 046
Amortissements	(101 991)	(1 246)	(1 707)	(104 944)
Dépréciations (dotations/reprises)	(15 151)	-	-	(15 151)
Autres	(948)	-	-	(948)
Effets de change	(426)	-	-	(426)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	442 031	2 995	6 501	451 527
Nouveaux contrats y compris réévaluation	1 848	21	1 626	3 495
Amortissements	(48 341)	(588)	(966)	(49 895)
Dépréciations (dotations/reprises)	1 739	-	-	1 739
Effets de change	305	-	-	305
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2026	397 582	2 428	7 162	407 172

18.2 Dettes de locations

Les variations de la dette de location se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	Effet sur la trésorerie	Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2026
		Diminution	Nouveaux contrats y compris réévaluation	Intérêts	Effet des variations de change	
Dettes de location	473 895	(50 557)	3 603	(89)	361	427 213
TOTAL DETTES DE LOCATION	473 895	(50 557)	3 603	(89)	361	427 213

Au 30 juin 2026, les échéances de la dette de location s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Échéance au 30 juin 2026			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Dettes de location	101 383	227 718	98 111	427 213
TOTAL DETTES DE LOCATION	101 383	227 718	98 111	427 213

Au 30 juin 2026, la dette de location porte intérêts à un taux fixe.

Note 19 Autres actifs financiers non-courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Titres de sociétés ⁽¹⁾	2 234	2 234
Autres actifs financiers ⁽²⁾	26 615	15 812
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	28 849	18 046

(1) Les titres de sociétés correspondent à des participations dans les Groupements d'Intérêt Économique acquises lors de l'ouverture de magasins.

(2) Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts et cautionnements versés ou accordés aux bailleurs et aux prestataires de services de paiement.

Note 20 Actifs et passifs d'impôts différés

L'analyse des actifs et des passifs d'impôts différés est la suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Impôts différés actifs	7 218	6 942
Impôts différés passifs	(16 551)	(12 245)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS/PASSIFS	(9 333)	(5 303)

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale (entité juridique ou groupe d'intégration fiscale) et que la réglementation fiscale applicable autorise cette compensation pour l'impôt exigible.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des déficits reportables dans la mesure où il est probable que l'avantage fiscal qui leur est associé se réalisera. La base des déficits activés s'élève à 46,9 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 45,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le Groupe applique la norme IAS 12 au titre de la reconnaissance distincte des impôts différés actif et passif.

L'utilisation de cet actif d'impôt différé dans un délai raisonnable est en ligne avec le plan prévisionnel annuel validé dans le cadre du refinancement du Groupe.

Note 21 Analyse du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	Variation du BFR liée à l'activité	Autres variations ⁽¹⁾	Effet des variations de change	30 juin 2026
Stocks	181 806	(21 528)	-	176	160 454
Créances clients et autres créances	47 533	3 632	-	64	51 229
Actif	229 339	(17 896)	-	240	211 683
Dettes fournisseurs et autres dettes	228 828	(10 232)	3 572	94	222 262
Passif	228 828	(10 232)	3 572	94	222 262
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	511	(7 664)	(3 572)	146	(10 579)

(1) Les autres variations comprennent notamment la variation des dettes sur immobilisations de 2,4 millions d'euros.

21.1 Stocks

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Emballages et fournitures	8 670	8 922
Produits semi-finis	1 243	1 028
Marchandises	153 844	175 472
Valeur brute	163 757	185 422
Dépréciations	(3 303)	(3 616)
VALEUR NETTE COMPTABLE	160 454	181 806

21.2 Créances clients et autres créances

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Créances clients	7 798	13 115
Dépréciation	(2 365)	(2 980)
Créances clients – net	5 433	10 135
Avances fournisseurs	2 624	805
Créances fournisseurs	3 594	5 214
Taxes et droits	13 268	10 101
Autres créances	2 728	2 786
Charges constatées d'avance	23 582	18 492
Autres créances	45 796	37 398
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	51 229	47 533

L'augmentation des créances clients et autres créances de 3,7 millions d'euros s'explique principalement par :

- la baisse des créances clients liée notamment à l'effet saisonnalité des encaissements de chèques-cadeaux externes à Maisons du Monde ;
- la hausse du poste « Taxes et droits » due principalement à la TVA déductible ;
- une augmentation des charges constatées d'avance liée à un effet saisonnalité des contrats annuels.

21.3 Dettes fournisseurs et autres dettes

(en milliers d'euros)

	30 juin 2026	31 décembre 2025
Dettes fournisseurs ⁽¹⁾	117 317	136 979
Avances sur commandes clients	22 398	26 854
Dettes sociales et fiscales	70 243	53 045
Dettes sur immobilisations	3 384	952
Produits constatés d'avance	8 920	10 998
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	222 262	228 828

(1) Au 30 juin 2026, le Groupe n'a pas eu recours à l'affacturage inversé.

La diminution des dettes fournisseurs et autres dettes de 6,6 millions d'euros s'explique principalement par :

- une baisse des dettes fournisseurs en lien avec un effet saisonnalité des commandes de marchandises ;
- une baisse du poste « Avances sur commandes clients » due notamment à l'utilisation des cartes cadeaux et avoirs par les clients sur le 1^{er} semestre 2026 ;
- l'évolution du poste « Dettes sociales et fiscales », notamment par i) la hausse de la TVA à décaisser et des dettes d'Urssaf et ii) par la baisse des dettes de personnel, consécutive au paiement des primes 2025 et à la baisse des effectifs ;
- une baisse des produits constatés d'avance consécutive à la diminution des commandes non livrées.

Note 22 Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est ventilée comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026		31 décembre 2025	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	1 202	-	-	9 822
Swap/Tunnels	-	-	-	19
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	1 202	-	-	9 841

Instruments de change

Tous les contrats en US dollars sont destinés à couvrir l'acquisition de marchandises en US dollars et tous les contrats en franc suisse sont destinés à couvrir les ventes en franc suisse.

La valeur nominale de ces instruments financiers se présente comme suit :

	30 juin 2026	31 décembre 2025
Contrats d'achat en US dollars (en millions d'US dollars)	185,0	250,0

Le montant enregistré directement en capitaux propres au 30 juin 2026 s'élève à 11,7 millions d'euros. Il correspond à la valorisation des contrats en cours à la date de clôture, qui sont destinés à couvrir les flux prévisionnels. Le montant

comptabilisé au compte de résultat, dans le résultat courant, pour un total de - 0,6 million d'euros correspond à la valeur temporelle de la variation de la juste valeur des instruments de couverture (composante « report/déport »).

Instruments de change

Au 30 juin 2026, le Groupe ne détient plus d'instruments de couverture de taux d'intérêt.

Note 23 Capitaux propres

La politique du Groupe consiste à maintenir une assise financière solide afin de garder la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et d'assurer le développement de l'entreprise dans le futur.

23.1 Actions

Au 30 juin 2026, le capital social se compose de 39 189 288 actions ordinaires de Maisons du Monde sur la base d'une valeur nominale de 3,24 euros par action, le capital social de Maisons du Monde s'élève ainsi à 126 973 293,12 euros.

23.2 Actions propres

Les actions propres désignent les actions de Maisons du Monde détenues par le Groupe en vertu d'un contrat de

liquidité, dans le respect de la charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (charte AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers, ou bien dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

Au 30 juin 2026, le Groupe détient :

- 402 054 actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité contre 241 973 actions propres au 31 décembre 2025 ;
- 435 178 actions propres affectées aux plans d'actions gratuites de performance.

23.3 Dividendes par action

Au titre de l'exercice 2025, aucun dividende n'a été proposé à l'Assemblée Générale du 27 juillet 2026.

Note 24 Endettement net et emprunt

Compte tenu du contexte décrit dans les notes 2.1 « Accord de principe relatif au refinancement du Groupe » et 30.1 « Mise en place du refinancement », les informations présentées ci-après doivent être appréciées en lien avec les éléments détaillés dans ces notes.

24.1 Endettement net

Les variations des emprunts et autres dettes financières se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	Effet sur la trésorerie		Sans effet sur la trésorerie				30 juin 2026
		Augmen- tation	Diminution	Intérêts et commission payés/versés	Frais d'émission	Intérêts	Effet des variations de change	
Trésorerie disponible	96 015	-	(53 896)	173	-	(173)	256	42 375
Placements à court terme et équivalents de trésorerie	68	-	-	3	-	(3)	2	70
Total trésorerie et équivalent de trésorerie	96 083	-	(53 896)	3	-	(3)	258	42 445
Ligne de crédit à long terme	50 433	-	-	(879)	93	1 612	-	51 259
Facilités de crédit renouvelables	195 820	-	-	(2 983)	189	6 501	-	199 527
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 316	-	(10)	(88)	-	88	-	6 306
Dépôts et cautionnements	907	444	(905)	-	-	-	-	446
Découverts bancaires	24	423	-	(3)	-	3	-	447
Total dette brute	253 500	867	(915)	(3 953)	282	8 204	-	257 985
TOTAL ENDETTEMENT NET (HORS DETTES DE LOCATION)	157 417	867	52 981	(3 950)	282	8 201	(258)	215 540

Les placements à court terme (comme les SICAV et les certificats de dépôt) sont des investissements de courte durée (moins de trois mois) qui sont soumis à un risque négligeable de fluctuation de valeur.

Les découverts bancaires sont présentés avec les emprunts sous la rubrique « Passifs courants ».

La ventilation par devise de l'endettement net se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026					
	EUR	CHF	GBP	USD	Autres devises	Total
Ligne de crédit à long terme	51 259	-	-	-	-	51 259
Facilités de crédit renouvelables	199 527	-	-	-	-	199 527
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 306	-	-	-	-	6 306
Dépôts et cautionnements	446	-	-	-	-	446
Découverts bancaires	447	-	-	-	-	447
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(34 027)	(4 647)	(135)	(2 782)	(854)	(42 445)
TOTAL ENDETTEMENT NET (HORS DETTES DE LOCATION)	223 958	(4 647)	(135)	(2 782)	(854)	215 540

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025					
	EUR	CHF	GBP	USD	Autres devises	Total
Ligne de crédit à long terme	50 433	-	-	-	-	50 433
Facilités de crédit renouvelables	195 820	-	-	-	-	195 820
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 316	-	-	-	-	6 316
Dépôts et cautionnements	907	-	-	-	-	907
Découverts bancaires	24	-	-	-	-	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(89 468)	(3 852)	(133)	(1 133)	(1 497)	(96 083)
TOTAL ENDETTEMENT NET (HORS DETTES DE LOCATION)	164 032	(3 852)	(133)	(1 133)	(1 497)	157 417

L'endettement net se compose des différentes lignes de crédit suivantes :

a) Facilités de crédit senior (« ligne de crédit à long terme » et « RCF ») et facilité de crédit renouvelable additionnelle (« RCF additionnel »)

En avril 2022, le Groupe a souscrit :

- une ligne de crédit (RCF) de 150 millions d'euros pour 5 ans avec deux options d'extension de 1 an ;
- une ligne de crédit long terme de 100 millions d'euros remboursable par tranche de 25 millions d'euros sur 5 ans. La marge applicable à ce crédit est fonction d'un levier d'endettement.

Les frais d'émission se sont élevés à 2 millions d'euros dont 1,4 million d'euros pour les RCF et 0,6 million d'euros pour le crédit long terme.

RCF

Au cours du 1^{er} semestre 2023, et comme prévu dans le contrat d'origine, le Groupe a étendu la maturité de sa ligne de crédit RCF d'avril 2027 à avril 2028 et a augmenté le montant de 44 millions d'euros, passant de 150 millions d'euros à 194 millions d'euros.

Au 30 juin 2026, cette ligne de crédit est entièrement utilisée comme au 31 décembre 2025.

Crédit long terme

Au 30 juin 2026, cette ligne de crédit demeure entièrement tirée, à l'instar de la situation, au 31 décembre 2025. À la suite de la signature d'un protocole de refinancement en juin 2026, l'échéance initiale du 30 avril 2026 a fait l'objet d'un gel temporaire (*standstill*), lequel a pris fin le 31 juillet 2026 avec la finalisation du refinancement du Groupe (*cf.* note 30.1).

Ratio de levier d'endettement

Ces deux facilités de crédit sont conditionnées au respect d'un ratio de levier d'endettement, qui est le rapport entre l'endettement net hors dettes de location totale au dernier jour de la période considérée et l'EBITDA courant consolidé retraité de l'impact d'IFRS 16.

Suite à la conclusion d'un protocole d'accord relatif à son refinancement en juin 2026, le Groupe a bénéficié d'une dispense de test de son ratio d'endettement au 30 juin 2026, dans l'attente de la finalisation définitive de l'accord le 31 juillet 2026.

Maisons du Monde a choisi d'introduire une composante ESG dans son financement bancaire, reposant sur 3 indicateurs :

- l'intensité carbone ;
- la part d'offre responsable ;
- le taux de recommandation de Maisons du Monde en tant qu'employeur.

Des cibles sont définies pour chaque indicateur et pour chaque période. La réalisation ou la non-atteinte de ces cibles influent positivement ou négativement la marge des crédits. Le bonus ou malus ainsi généré bénéficie systématiquement à la Fondation Maisons du Monde au lieu de bénéficier à Maisons du Monde (bonus) ou à la banque (malus).

b) Emprunt BPI France

Au cours de l'exercice 2023, le Groupe a contracté un emprunt auprès de BPI France pour une durée de trois ans et pour un montant maximum de 15,0 millions d'euros. Le montant du

plafond autorisé sera réduit chaque trimestre de 1,25 million d'euros.

Au 30 juin 2026, cet emprunt est utilisé pour sa totalité. Le solde s'élève à 6,3 millions d'euros au 30 juin 2026 (6,3 millions d'euros au 31 décembre 2025).

À la suite de la signature du protocole de refinancement en juin 2026, les échéances s'étalant du 30 septembre 2025 au 30 juin 2026 ont fait l'objet d'un gel temporaire (*standstill*), lequel a pris fin le 31 juillet 2026 avec la finalisation du refinancement du Groupe (*cf.* note 30.1).

24.2 Échéance des emprunts

Au 30 juin 2026, les échéances des emprunts s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Échéance au 30 juin 2026			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Ligne de crédit à long terme	51 259	-	-	51 259
Facilités de crédit renouvelables	199 837	(310)	-	199 527
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 306	-	-	6 306
Dépôts et cautionnements	-	-	446	446
Découverts bancaires	447	-	-	447
TOTAL EMPRUNTS	257 848	(310)	446	257 985

24.3 Taux fixe et taux variable

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Taux variable	257 600	233 517
Taux fixe	385	19 983
TOTAL EMPRUNTS	257 985	253 500

Au 30 juin 2026, les emprunts à taux variable comprennent la ligne de crédit à long terme, les facilités de crédit renouvelables et les découverts bancaires.

Note 25 Avantages postérieurs à l'emploi

La provision pour avantages postérieurs à l'emploi concerne les régimes de retraite à prestations définies.

Les obligations au titre des prestations définies sont ventilées comme suit par pays :

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
France	2 006	1 845
Suisse	700	639
Italie	5 983	6 590
ENGAGEMENTS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES	8 689	9 074

Note 26 Provisions

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges commerciaux	Provisions pour litiges avec des salariés	Provisions relatives aux magasins (fermeture et litiges sur baux commerciaux)	Autres	Total
Solde au 1^{er} janvier 2025	5 094	6 107	4 925	5 839	21 964
Provisions supplémentaires	-	2 885	3 021	3 643	9 549
Reprises de montants non utilisés	(280)	(1 006)	(124)	(226)	(1 636)
Reprises de montants utilisés	(45)	(3 106)	(966)	-	(4 117)
Effets de change	-	1	-	-	1
Solde au 30 juin 2025	4 769	4 881	6 856	9 256	25 762
<i>Dont non courant</i>	<i>4 769</i>	<i>4 881</i>	<i>6 115</i>	<i>5 389</i>	<i>21 154</i>
<i>Dont courant</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>741</i>	<i>3 867</i>	<i>4 608</i>
Solde au 1^{er} janvier 2026	4 749	3 865	5 431	6 561	20 606
Provisions supplémentaires	50	2 744	1 095	1 670	5 559
Reprises de montants non utilisés	-	(1 386)	(940)	(134)	(2 460)
Reprises de montants utilisés	-	(667)	(878)	(1 412)	(2 957)
Effets de change	-	1	14	-	15
SOLDE AU 30 JUIN 2026	4 799	4 557	4 722	6 685	20 763
<i>Dont non courant</i>	<i>4 799</i>	<i>4 557</i>	<i>2 059</i>	<i>5 756</i>	<i>17 171</i>
<i>Dont courant</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2 663</i>	<i>929</i>	<i>3 592</i>

Au 30 juin 2026, la variation des provisions est de 0,2 million d'euros dont - 5,4 millions d'euros de reprises après l'extinction de plusieurs litiges (incluant - 1,9 million d'euros comptabilisés

en autres produits et charges opérationnels) et de nouvelles provisions pour 5,6 millions (incluant 1,6 million d'euros comptabilisés en autres produits et charges opérationnels).

2.9 Notes sur la gestion des risques financiers

Note 27 Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est principalement exposé au risque de taux de change, au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit. Les politiques générales du Groupe en matière de gestion des risques se concentrent sur le caractère non prévisible des marchés financiers et s'efforcent de minimiser les effets potentiellement négatifs sur la performance financière du Groupe.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Au cas particulier, le Groupe ne conclut que des transactions portant sur des instruments dérivés en lien avec les actifs et passifs opérationnels et/ou financiers ou les transactions futures prévues. Le Groupe ne s'engage pas dans des opérations spéculatives sans actif ou passif sous-jacent.

La gestion des risques est assurée par le service trésorerie et par le Directeur financier du Groupe, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

27.1 Risques liés au taux de change

Les risques liés aux taux de change se présentent lorsque les transactions commerciales futures ou les actifs ou passifs constatés sont libellés dans une devise différente de celle utilisée par les filiales du Groupe, qui est l'euro pour la majorité d'entre elles.

La plupart des achats réalisés par le Groupe auprès de ses fournisseurs ainsi que les coûts de transport maritime sont libellés en US dollars. Par ailleurs, certaines ventes du groupe sont libellées en Franc suisse.

De ce fait, le groupe est exposé aux variations dans le cadre de la conversion en euros de ses engagements en devises étrangères. Le Groupe couvre la quasi-intégralité des transactions réalisées en devises étrangères par la mise en place de contrats de couverture négociés auprès de grandes banques. La couverture fait partie du processus prévisionnel et budgétaire.

La juste valeur des instruments financiers libellés en devises s'élève à 1,2 millions d'euros au 30 juin 2026, comparée à un montant de - 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2025 (cf. note 22).

Le Groupe adopte une approche centralisée dans le cadre de la gestion des risques liés aux taux de change. L'autorisation du Directeur financier ou du Directeur de la trésorerie du Groupe est obligatoire avant la réalisation d'une opération de change, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

27.2 Risques liés au taux d'intérêt

Compte tenu du contexte décrit dans les notes 2.1 « Accord de principe relatif au refinancement du Groupe » et 30.1 « Mise en place du refinancement », les informations présentées ci-après doivent être appréciées en lien avec les éléments détaillés dans ces notes.

La dette brute du Groupe exposée à une variation des taux d'intérêt s'élève à 258 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 253,5 millions d'euros au 31 décembre 2025.

27.3 Risques de liquidité

Compte tenu du contexte décrit dans les notes 2.1 « Accord de principe relatif au refinancement du Groupe » et 30.1 « Mise en place du refinancement », les informations présentées ci-après doivent être appréciées en lien avec les éléments détaillés dans ces notes.

Les passifs financiers se composent essentiellement des emprunts et des dettes fournisseurs et autres dettes. Ces passifs peuvent exposer le Groupe à un risque de liquidité en cas de remboursement anticipé ou s'ils sont de courte durée (cf. note 24.1).

Afin de gérer son risque de liquidité, le Groupe a contracté des lignes de crédit renouvelable ou des facilités bancaires avec différents établissements bancaires. Le montant total des facilités de crédit au 30 juin 2026 s'élève à 250,3 millions d'euros, entièrement tiré au 30 juin 2026 (cf. note 24.1).

Les tableaux ci-dessous analysent les passifs financiers du Groupe en fonction de leurs échéances contractuelles :

(en milliers d'euros)	Flux de trésorerie contractuels au 30 juin 2026				
	Valeur comptable	Total	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Ligne de crédit à long terme	50 000	50 000	50 000	-	-
Intérêts sur la ligne de crédit à long terme ⁽¹⁾	1 411	4 852	4 852	-	-
Frais d'émission relatifs à la ligne de crédit à long terme	(152)	(152)	(152)	-	-
TOTAL LIGNE DE CRÉDIT À LONG TERME	51 259	54 700	54 700	-	-
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 250	6 250	6 250	-	-
Intérêts sur emprunts auprès d'établissements financiers	56	84	84	-	-
TOTAL EMPRUNTS APRÈS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	6 306	6 334	6 334	-	-
RCF	194 000	194 000	194 000	-	-
Intérêts sur le RCF ⁽¹⁾	6 218	10 202	10 202	-	-
Frais d'émission relatif au RCF	(691)	(691)	(381)	(310)	-
TOTAL FACILITÉS DE CRÉDIT RENOUVELABLES	199 527	203 511	203 821	(310)	-
Dépôts	446	446	-	-	446
Découverts bancaires	447	447	447	-	-
TOTAL EMPRUNTS	257 985	265 438	265 302	(310)	446
Dettes fournisseurs et autres dettes	222 262	222 262	222 262	-	-
TOTAL AUTRES PASSIFS	222 262	222 262	222 262	-	-

(1) Les flux de trésorerie contractuels pour les intérêts des facilités de crédit renouvelables et les intérêts de crédit long terme reposent sur un taux contractuel minimum pour les périodes présentées en fonction du levier d'endettement prévisionnel.

(en milliers d'euros)	Flux de trésorerie contractuels au 31 décembre 2025				
	Valeur comptable	Total	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Ligne de crédit à long terme	50 000	50 000	25 000	25 000	-
Intérêts sur la ligne de crédit à long terme ⁽¹⁾	679	3 172	2 380	792	-
Frais d'émission relatifs à la ligne de crédit à long terme	(246)	(246)	(188)	(58)	-
TOTAL LIGNE DE CRÉDIT À LONG TERME	50 433	52 926	27 192	25 734	-
Emprunts auprès d'établissements financiers	6 250	6 250	6 250	-	-
Intérêts sur emprunts auprès d'établissements financiers	66	135	135	-	-
TOTAL EMPRUNTS APRÈS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	6 316	6 385	6 385	-	-
RCF	194 000	194 000	194 000	-	-
Intérêts sur le RCF ⁽¹⁾	2 699	5 112	5 112	-	-
Frais d'émission relatif au RCF	(879)	(879)	(381)	(498)	-
TOTAL FACILITÉS DE CRÉDIT RENOUVELABLES	195 820	198 233	198 731	(498)	-
Dépôts	907	907	-	-	907
Découverts bancaires	24	24	24	-	-
TOTAL EMPRUNTS	253 500	258 475	232 332	25 236	907
Autres passifs courants	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	228 828	228 828	228 828	-	-
TOTAL AUTRES PASSIFS	228 828	228 828	228 828	-	-

(1) Les flux de trésorerie contractuels pour les intérêts des facilités de crédit renouvelables et les intérêts de crédit long terme reposent sur un taux contractuel minimum pour les périodes présentées en fonction du levier d'endettement prévisionnel.

2.10 Informations complémentaires

Note 28 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées à la note 28 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026.

Note 29 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-dessous liste les filiales du Groupe et montre la participation détenue par Maisons du Monde dans chaque entité au 30 juin 2026.

Au 30 juin 2026, 16 sociétés ont été intégrées dans les comptes consolidés, contre 16 sociétés au 31 décembre 2025.

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	30 juin 2026		31 décembre 2025	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Maisons du Monde S.A.	Holding – Entité mère	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde France	Magasins de meubles et de décoration / Principal acheteur	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Allemagne	Magasins de meubles et de décoration	Allemagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Autriche	Magasins de meubles et de décoration	Autriche	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Belgique	Magasins de meubles et de décoration	Belgique	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Espagne	Magasins de meubles et de décoration	Espagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Italie	Magasins de meubles et de décoration	Italie	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Luxembourg	Magasins de meubles et de décoration	Luxembourg	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Portugal	Magasins de meubles et de décoration	Portugal	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Suisse	Magasins de meubles et de décoration	Suisse	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distrimag	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Traction	Traction des conteneurs du port vers les entrepôts	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Mekong Furniture	Usine de fabrication de meubles	Vietnam	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Savane Vision (Rhinov)	Activité spécialisée de design	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	85 %
Léolog	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MGL	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %

Note 30 Événements postérieurs

30.1 Mise en place du refinancement

Maisons du Monde a annoncé le 31 juillet avoir réalisé l'ensemble des opérations de refinancement prévues dans le protocole de conciliation signé le 18 juin 2026, telles que présentées par la Société dans son communiqué de presse en date du 19 juin 2026 et dans les annexes consolidées du DEU 2025 (note 3.3).

Cette réalisation intervient après l'homologation le 22 juillet 2026 de ce protocole par le Tribunal de commerce spécialisé de Nantes et après l'approbation le 27 juillet 2026 par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société (« l'Assemblée Générale ») de l'ensemble des résolutions nécessaires à la mise en œuvre de ce plan, et plus particulièrement de l'augmentation de capital réservée, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, au bénéfice de TIROX S.A.R.L., véhicule d'investissement luxembourgeois (le « Véhicule d'Investissement ») constitué par le consortium de nouveaux investisseurs composé d'Alteri Investors et Eicos Investment Group (le « Consortium »). La souscription à cette augmentation de capital a été intégralement libérée par voie de compensation avec les créances bancaires rachetées par le Véhicule d'Investissement, et non par un versement en numéraire. Préalablement à l'augmentation de capital réservée, le Conseil d'Administration a constaté la réalisation de la réduction de capital social motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions décidée par l'Assemblée Générale réduisant ainsi la valeur nominale des actions de trois euros et vingt-quatre centimes d'euro (3,24 euros) à un dixième de centime d'euro (0,001 euro). À la suite de ces deux opérations le capital social de la Société s'élève par conséquent à un montant de 819 366,15 euros divisé en 819 366 150 actions ordinaires. L'augmentation de capital réservée a consisté en l'émission de 780 176 862 actions nouvelles représentant une dilution de 95,2 % des actionnaires existants. Cette augmentation de capital, prime d'émission incluse, s'est élevée à 218 449 521,36 euros dont 780 176,862 euros de montant nominal total et 217 669 344,498 euros de prime d'émission globale. Suite à cette opération, les capitaux propres du groupe au 30 juin 2026 (23,0 millions d'euros) ont augmenté de 218,4 millions d'euros.

L'augmentation de capital réservée (par incorporation de créance) permet ainsi d'alléger significativement la dette bancaire du Groupe (hors intérêts courus) de 250,3 millions d'euros (pré-refinancement) à 40,8 millions d'euros (montant en principal et intérêts).

Compte tenu du versement de la première tranche du nouveau financement obligataire sécurisé (New Senior Money) de 25 millions, au 31 juillet 2026, l'endettement financier brut hors IFRS 16 total du Groupe s'élève ainsi à environ 67 millions d'euros.

Le groupe analyse actuellement les conséquences comptables du refinancement au regard d'IFRS 9. Cette opération pourrait conduire à la constatation au second semestre d'impacts financiers liés à la modification ou à l'extinction des dettes refinancées, dont l'évaluation n'est pas finalisée à la date d'arrêté des comptes semestriels.

Dans le cadre du protocole de conciliation du 18 juin 2026, le Groupe bénéficie d'un aménagement d'une partie de ses échéances fiscales et sociales au titre du premier semestre 2026.

Par ailleurs, les garanties liées aux Nouveaux Financements apportés par le Consortium et les Banques Participantes sont en cours de mise en place.

Pour rappel, ces garanties reposent sur :

- une fiducie sûreté et gestion ou un nantissement portant sur les actifs stratégiques du Groupe, (dont 100 % des actions de Maisons du Monde France détenues par la Société et 100 % des actions des principales filiales opérationnelles du Groupe, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de Maisons du Monde France (en ce compris la marque), l'ensemble des stocks de marchandises appartenant à Maisons du Monde France, les créances intra-groupe détenues par la Société et Maisons du Monde France et les comptes bancaires de la Société et de Maisons du Monde France) ;
- un cautionnement solidaire de la Société couvrant l'ensemble des engagements de Maisons du Monde France au titre des nouveaux financements.

30.2 Évolution de la Gouvernance à la suite de l'Assemblée Générale du 27 juillet 2026

Afin de refléter la nouvelle structure actionnariale de la Société à l'issue de la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee, le Véhicule d'Investissement a obtenu, lors de l'Assemblée Générale, la désignation comme administrateur de la société Alteri Investors LLP, représentée par Arnold Vos, et la société Eicos Investment Group LTD, représentée par Pierre de Chillaz, sous condition suspensive de la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee. Cette dernière ayant été réalisée le 30 juillet 2026, la condition suspensive a été levée.

Le Conseil d'Administration de la Société se compose, à ce jour, de sept membres dont trois administrateurs indépendants (John Browett, Cécile Cloarec, Laure Hauseux), les autres administrateurs étant, en plus de la société Alteri Investors et de la société Eicos Investment Group, François-Melchior de Polignac (Directeur Général) et Stéphane Boussard (administrateur représentant les salariés).

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux actionnaires de la société Maisons du Monde

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « 3.3 Principe de continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes semestriels consolidés condensés.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nantes, le 25 septembre 2026

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Vincent BROYE

Deloitte & Associés
Jérôme QUERO

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé, sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 25 septembre 2026

François-Melchior de POLIGNAC

Directeur Général



Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 126 973 293,12 €
793 906 728 RCS Nantes
8 rue Marie Curie - 44120 Vertou
France
Tél. : +33 (0)2 51 71 17 17



Conception & réalisation



Labrador Transparency +33 (0)1 53 06 30 80

Crédits photos : Médiathèque Maison du Monde